

Jean Jaurès

(1859-1914)

Ce cahier de *Village de Forez* est le troisième de la collection *Histoire et citoyenneté*.

Cette collection souhaite offrir aux lecteurs de *Village de Forez* des éléments de connaissance et de réflexion sur l'histoire contemporaine. Les conférences et les travaux, faits à Montbrison et dans le Forez, dans le cadre des institutions et des associations locales qui mettent au premier plan de leurs préoccupations le souci de la culture, de la formation des citoyens et de la connaissance de l'histoire contemporaine trouvent leur place dans cette collection. Ils témoignent de l'effort fait, en ce domaine, dans le pays de Forez.

Ce cahier consacré à Jean Jaurès reprend le texte, revu et augmenté, d'une conférence faite à l'Université pour tous (antennes de Montbrison et Rive-de-Gier, 2006 et Boën, 2007). Pour lui laisser la spontanéité de l'oral, nous n'avons pas mis de références dans des notes infrapaginales. Mais nous avons ajouté des illustrations, une généalogie de la famille Jaurès, un tableau des partis socialistes entre 1880 et 1905, ainsi que quatre annexes :

Annexe I : Le fils de Jean Jaurès, Louis Jaurès (1898-1918), mort pour la France

Annexe II : Le frère de Jean Jaurès, l'amiral Louis Jaurès (1860-1937)

Annexe III : Bibliographie

Annexe IV : Le Centre national et le musée Jean Jaurès de Castres

Annexe IV : La Société d'études jaurésiennes et ses publications

Claude Latta

Jean Jaurès

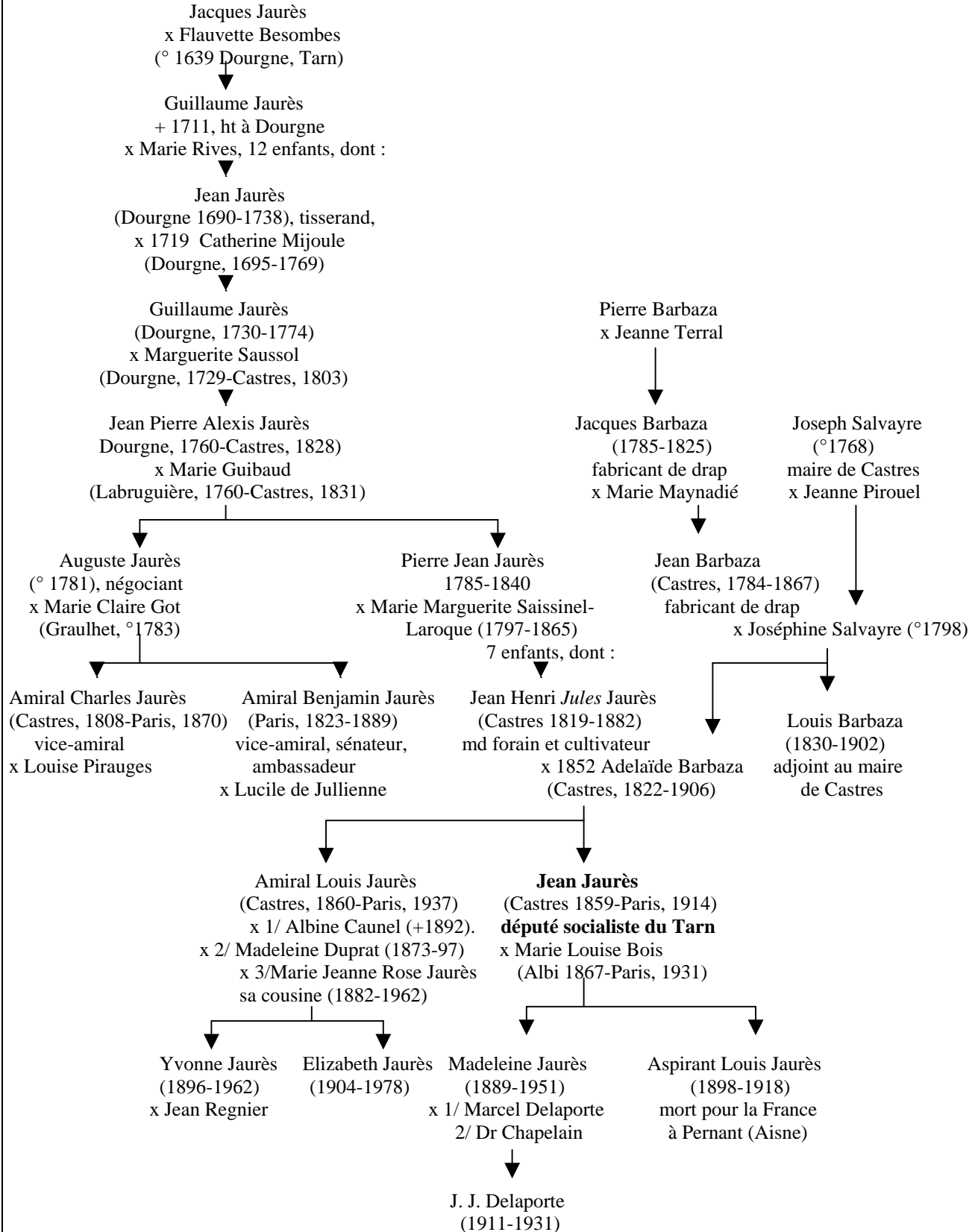
(1859-1914)

Cahiers de Village de Forez

Collection Histoire et citoyenneté

2008

Généalogie des familles Jaurès et Barbaza



Nous allons aujourd'hui à la découverte d'une grande figure de la troisième République, celle de Jean Jaurès, mais aussi à la rencontre d'un homme. Si l'on parle de Jaurès, les images qui viennent en premier sont celles du tribun socialiste assassiné le 31 juillet 1914, au café du Croissant à Paris, à la veille de la Grande Guerre.

Le tribun : Jaurès fut l'un des plus grands orateurs de notre histoire parlementaire, lorsque la parole, portée par la seule voix était reine.

Un tribun socialiste : il est l'homme de l'unité socialiste en 1905, l'homme de la synthèse entre socialisme et république, entre socialisme et démocratie, une référence morale pour la nation. Sa mort en fait un martyr de la cause de la paix.

Dans sa complexité, nous allons essayer de montrer l'homme engagé dans toutes les grandes questions politiques de son époque, avec le souci de la justice sociale, inséparable d'une vision profondément humaniste de la société et de l'histoire, un homme qui fut à la fois professeur – il est philosophe de formation – grand journaliste, historien de la Révolution française, parlementaire, orateur.

I/ Un bon élève de la République

De la *Fédial Haute* à l'Ecole normale supérieure

Fils de Jules Jaurès et d'Adelaïde Barbaza, Jean Jaurès est né en 1859 à Castres (Tarn) dans une famille de petite bourgeoisie issue de la paysannerie. Les Jaurès sont originaires de village de Dourgne, près de Castres, et sont venus se fixer à Castres au début du XIX^e siècle. Les Barbaza sont des notables de la ville.

Le père de Jean Jaurès, Jules Jaurès, est un peu le « vilain petit canard » de la famille, instable, hâbleur et parfois porté sur la « goutte », ce qui n'arrangeait pas son caractère irascible. Officiellement « marchand », en fait plus colporteur que négociant, un moment terrassier aux Ponts et Chaussées, il s'installe ensuite dans une petite ferme de 6 ha, à 3 km de Castres. Vite malade – à moitié paralysé –, il meurt prématurément en 1882. Mais deux cousins de Jean Jaurès, Charles et Benjamin Jaurès sont officiers de marine, servant surtout en Extrême-Orient, et deviennent amiraux.

Adelaïde Barbaza, la mère de Jean Jaurès, est d'une bonne famille de marchands de drap – marchands de « griset », spécialité de la ville de Castres. Le grand-père maternel d'Adelaïde avait été au maire de Castres et son frère occupa le poste d'adjoint au maire de cette ville. Les Barbaza n'avaient pas vu le mariage de leur fille avec beaucoup de satisfaction. Adelaïde, jolie rousse, vive et intelligente, fut active pour deux, faisant marcher la maison, s'occupant avec tendresse et attention de ses deux garçons, Jean et Louis.

Jean et Louis Jaurès ont passé leur enfance dans la ferme de la *Fédial Haute*, un nom qui sent bon le terroir du Sud-Ouest. Jean Jaurès en a gardé toute sa vie un sentiment profond d'enracinement : attachement à sa terre, à sa région, à sa cuisine et à la culture occitane : il parle « patois » comme on dit – la langue d'oc – et utilise volontiers cette langue dans ses campagnes électorales.



Jean Jaurès, jeune professeur

Jean et Louis Jaurès furent d'abord élèves à la pension Séjal à Castres, où ils allaient à pied, puis au collège de Castres – où leur oncle, Louis Barbaza, riche et célibataire, qui aimait beaucoup ses neveux, paya leurs études : c'est lui qui fut adjoint au maire de la ville. Officier, il s'était retiré du service après avoir été blessé à Sébastopol. Erudit, auteur de plusieurs études d'histoire locale, il donna à ses neveux l'amour de l'histoire et de la langue d'oc.

Brillants élèves, Jean et Louis Jaurès collectionnent les prix de fin d'année. Jean Jaurès s'illustre en improvisant, à la demande du principal et au nom des élèves, un discours d'accueil pour le préfet venu inopinément au collège. Quel avenir pour les frères Jaurès ? Louis veut être marin, comme les cousins amiraux. Il est finalement admis à l'Ecole navale et deviendra amiral. Jean, pour gagner sa vie rapidement veut se présenter au concours de receveur des postes ; mais un inspecteur général, M. Deltour, lors d'une inspection de son professeur de lettres, remarque le jeune élève et le fait entrer avec une bourse au collège Sainte-Barbe à Paris pour préparer l'Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm. Jean Jaurès est un bon exemple de la promotion par l'école : 1^{er} prix au concours général, reçu 1^{er} à l'ENS (1878) où il est le condisciple de Bergson. Il travaille beaucoup et ne sort que pour aller chez son cousin l'amiral Benjamin Jaurès ou chez M. Deltour. Il fait aussi sa première expérience de la politique en allant assister aux débats du Palais-Bourbon. Il est reçu 3^e à l'agrégation de philosophie en 1881 – Bergson est 2^e.

Débuts dans la vie

De 1881 à 1885, installé à Albi avec sa mère, Jean Jaurès enseigne la philosophie au lycée de la ville – stupéfiant ses élèves par sa science et son don de la parole – il discute en se promenant avec eux à la sortie du lycée pendant des heures – puis donne des cours à la faculté des lettres de Toulouse. Parallèlement, il travaille à sa thèse, *De la réalité du monde sensible* et, à sa thèse complémentaire, *Les origines du socialisme allemand*. Il est imprégné de métaphysique, estime qu'il faut affirmer la réalité matérielle du monde mais qu'elle n'empêche pas l'existence de Dieu et le progrès de la conscience universelle. Dès cette époque, il est décidément l'homme des synthèses.

Le jeune homme, pudique et sage, aime une jeune fille, Marie-Paule Prat. Le père de celle-ci fait attendre Jean Jaurès jusqu'à ce qu'il ait soutenu sa thèse puis brusquement accorde Marie-Paule à un avocat qui a demandé sa main. Jean Jaurès est durement atteint et trouve que « les jeunes filles sont compliquées ». En fait, la belle n'avait pas été consultée et n'avait pas osé désobéir à son père. C'était, on le voit, une autre époque.

Jaurès se marie, un peu plus tard, en 1886 avec Louise Bois, la fille d'un conseiller d'arrondissement qui avait une belle propriété de 37 ha, près de Villefranche-de-Rouergue, le « Bessoulet » : ce fut le cadeau de mariage de Louise. Mariage assez bourgeois, à l'église. L'amiral Benjamin Jaurès, en grand uniforme, est le témoin du marié. Louise est une jeune femme belle et aimante, assez conventionnelle cependant et qui ne comprit pas toujours l'évolution politique de son mari. Jaurès fut l'homme d'une seule femme, malgré l'admiration amoureuse que lui portèrent plus tard des militantes comme la journaliste Sévérine – qui fut la collaboratrice de Jules Vallès – ou Blanche Vogt, rédactrice de la revue de l'enseignement primaire à laquelle il collaborait. Jean et Louise eurent deux enfants, Madeleine, née en 1889, et Louis, né en 1898. Le drame personnel de Jaurès : sa fille eut en 1911 un fils grand handicapé physique et mental, son seul petit-enfant, mort plus tard à 20 ans en 1931.

Le plus jeune député de France

Les débuts de Jean Jaurès en politique sont précoces et un peu ternes. Aux élections législatives de 1885, Jean Jaurès est élu député du Tarn sur la liste d'Union républicaine qui l'a sollicité : le modèle du jeune député est alors Jules Ferry qui vient de faire voter les grandes lois sur l'instruction primaire, gratuite, obligatoire et laïque.

A 26 ans, Jean Jaurès est le plus jeune député de la Chambre. Il vote avec le centre gauche, intervient peu, un nouveau député est traditionnellement « en apprentissage ». Il se sent un peu isolé, un peu déçu par l'inertie, en matière sociale, du « grand parti républicain », lui qui prend vite conscience « que l'ordre social n'est pas conforme à la justice ». Progressivement, il se tourne vers le socialisme, est le rapporteur de la loi de 1887 instituant les délégués mineurs, souhaite rencontrer Benoît Malon à la *Revue socialiste* : rendez-vous manqué. En 1889, il est battu aux élections législatives à Castres avec 47 % des voix.



II/ Vers le socialisme

L'élu de Toulouse et la pratique municipale

Jean Jaurès hésite et s'interroge sur la suite éventuelle de sa carrière politique. En 1890, il est élu à Toulouse, la ville où il enseigne, lors d'une élection partielle, conseiller municipal dans une municipalité radicale, réélu en 1892. Il devient adjoint au maire, chargé des affaires scolaires. Expérience décisive et souvent oubliée qui joue un rôle dans son évolution vers le socialisme : le socialisme municipal est privilégié par beaucoup de militants et l'application des lois scolaires est un domaine d'action passionnant. A la mairie de Toulouse, Jean Jaurès côtoie des militants et des élus socialistes. En 1891, comme adjoint au maire, il arbitre le conflit des traminois de Toulouse.

Parallèlement, Jean Jaurès commence en 1887 une carrière de journaliste à *La Dépêche de Toulouse*. Il donne même, sous un pseudonyme, des chroniques littéraires de 1893 à 1898 qui donnent la mesure de sa culture et de sa passion de lecteur.

Evolution philosophique et politique

Pourquoi cette évolution de Jean Jaurès vers le socialisme ? L'évolution est d'abord philosophique. L'intellectuel qu'est Jean Jaurès poursuit sa recherche. Il lit Marx, mais sans en faire une idole. Il pense que la méthode d'analyse de Marx est féconde parce que « c'est l'économie qui est la base de tout » mais qu'elle doit être adaptée à deux réalités :

- Les caractères originaux du socialisme français inséparable de la république et de la démocratie : l'Etat républicain et les libertés démocratiques qu'il garantit doivent être l'un des fondements du socialisme.

- L'existence d'une nature humaine dans laquelle il privilégie l'existence d'un homme aspirant à l'unité de son être et à la justice. Synthèse du matérialisme et de l'idéalisme.

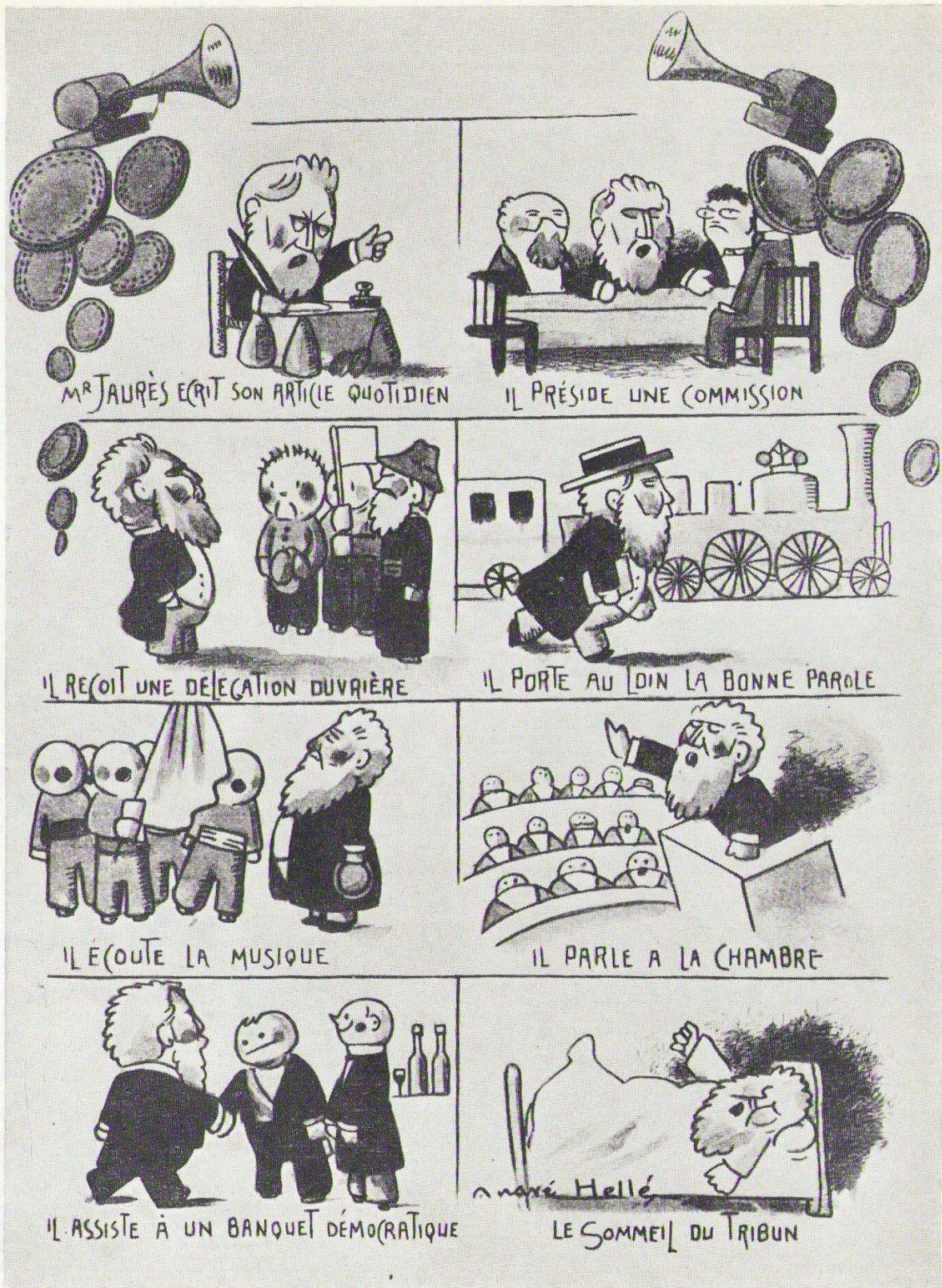
Des rencontres jalonnent cette évolution : Lucien Herr, bibliothécaire à l'Ecole normale supérieure, Jules Guesde, rencontré en 1892. Rencontre aussi avec ses futurs disciples, le jeune Léon Blum, par exemple.

Le contexte politique et social accélère cette évolution : la déception de Jean Jaurès vis-à-vis du régime est renforcée par les scandales politico-financiers (Panama, 1892). De nombreuses grèves éclatent face à des patrons qui n'admettent pas les droits nouveaux reconnus aux ouvriers (la loi Waldeck-Rousseau a autorisé les syndicats en 1884). La répression de la manifestation pacifique du 1^{er} mai 1891 à Fourmies, particulièrement sanglante (9 morts dont une petite fille) marque profondément Jaurès.

Carmaux ou le terrain de l'action

Mais l'événement décisif est la grève des mineurs de Carmaux du 16 août au 3 novembre 1892 : Jean-Baptiste Calvignac, un mineur, a été élu maire de Carmaux. Il est licencié par le marquis de Solages, administrateur des mines et député sous le prétexte qu'il est trop souvent absent à son travail. Mais comment le marquis de Solages aurait-il pu accepter que l'un de ses ouvriers devienne maire de sa ville ? La grève éclate : grève de la dignité, grève de défense du suffrage universel. Jean Jaurès soutient l'action des grévistes, avec son talent d'orateur et avec le courage qu'il manifeste face à la troupe envoyée pour rétablir l'ordre (l'affrontement est évité). La grève de Carmaux a un retentissement extraordinaire et la solidarité s'exerce au niveau national.

Finalement, le président du Conseil, Emile Loubet, arbitre dans le sens de la réintégration de Calvignac et le marquis de Solages démissionne de son mandat de député. Les militants socialistes choisissent alors Jaurès comme candidat socialiste pour l'élection partielle de Carmaux en janvier 1893. Il reste fidèle à cette circonscription jusqu'à sa mort



71. La journée de Jaurès. Dessin de André Hellé.

L'action menée par Jean Jaurès lors de la grève de Carmaux et son charisme personnel lui confèrent un grand prestige. Entre 1893 et 1900 il est appelé à la rescousse lors de nombreuses grèves. A l'époque, il était fréquent que les députés socialistes se relaient auprès des grévistes pour les soutenir, les conseiller, les aider à s'organiser, leur donner une légitimité qu'ils tenaient du suffrage universel. Jaurès anime alors de nombreux meetings, rédige des articles consacrés au conflit social en cours, notamment dans *La Petite République*, quotidien socialiste auquel il collabore. Il interpelle le gouvernement à la Chambre

Une seconde grande grève éclate à Carmaux, en 1895, cette fois chez les verriers. Deux délégués ouvriers ont été renvoyés. Jean Jaurès conseille les grévistes et, devant le lock-out organisé par Ressayé, le patron de la verrerie, organise le soutien financier aux grévistes et leur suggère, avec succès, de créer une verrerie coopérative à Albi. Elle est inaugurée le 25 octobre 1896 et Jaurès chante la *Carmagnole* debout sur une table ! Mais Jaurès est une seconde fois battu aux législatives en 1898 : l'affaire Dreyfus mobilise la droite locale – qui a des revanches à prendre – contre lui ; le transfert de la Verrerie ouvrière à Albi a mécontenté une partie des électeurs de Carmaux.

L'affaire Dreyfus (1894-1899) ou le socialisme moral

Rappelons brièvement les faits. Le capitaine Dreyfus, officier d'état-major accusé de trahison au profit de l'Allemagne, fut en 1894 condamné par un conseil de guerre à la déportation à vie et envoyé à l'île du Diable. On sut bien plus tard qu'il n'y avait pas de charges réelles contre lui et que c'est le fait d'être juif qui l'avait fait soupçonner et accuser. Cependant, à l'état-major, le colonel Picquart acquit la conviction de l'innocence de Dreyfus et de la culpabilité d'un autre officier, le commandant Esterhazy. Mais, pour l'état-major, l'armée ne pouvait pas s'être trompé. Pourtant en 1897, les révélations se multiplièrent : un *dossier secret*, fabriqué de toutes pièces, avait été transmis aux juges pour le faire condamner ; le colonel Picquart avait alerté en vain l'état-major. En janvier 1898, le « J'accuse » d'Emile Zola, publié dans *L'Aurore* de Clemenceau, clame l'innocence de Dreyfus, dénonce le mécanisme de l'erreur judiciaire, la raison d'Etat au nom de laquelle l'état-major veut imposer sa loi à la nation. L'Affaire est née et prend une dimension nationale, provoquant l'intervention des intellectuels et partageant la France en deux. Jaurès, entouré de jeunes écrivains combatifs comme Léon Blum, Bernard Lazare ou Charles Péguy, s'engage alors à fond dans la lutte pour Dreyfus. Il s'attache dans ses articles de *La Petite République* – réunis en un volume sous le titre *Les Preuves* – à démontrer avec rigueur que le dossier d'accusation repose sur une série de faux. Il ranime les énergies lorsque le ministre de la Guerre, le général Cavaignac, semble l'avoir emporté en révélant de nouveaux documents – de nouveaux faux – et que l'assemblée vote l'affichage de son discours. Il multiplie les meetings à travers la France.

Pour Jean Jaurès les principes de la République sont en cause. La République est menacée par l'alliance des « réactionnaires » et des « césariens », par l'abandon des principes des droits de l'homme, par la raison d'Etat qui voudrait faire passer l'intérêt de l'armée avant l'innocence d'un homme. On voit combien, à ses yeux, la république et le socialisme sont d'essence morale. A ceux des socialistes, surtout les guesdistes, qui estiment que cette lutte entre « bourgeois » – Dreyfus n'est-il pas officier ? – ne les concerne pas, Jaurès répond que la lutte des classes ne conduit pas les ouvriers « à s'enfuir hors de l'humanité » (janvier 1899). Le socialisme a aussi l'occasion de renier les tentations antisémites qui l'avaient parfois infiltré (la dénonciation du « capitalisme juif » et des Rothschild).

Une fois obtenue la révision du procès, Dreyfus fut ramené de l'île du Diable, jugé et condamné à nouveau – le conseil de guerre de Rennes ne voulut pas désavouer les chefs de l'armée –, puis gracié par le nouveau président de la République, Emile Loubet. En 1906, la Cour de cassation, saisie par le gouvernement, cassa le jugement de Rennes, sans renvoi, réintégra Dreyfus dans l'armée. Après l'affaire Dreyfus, Jaurès acquiert dans l'opinion républicaine une autre dimension.

III/ Un grand intellectuel

Le philosophe

Jean Jaurès est d'abord – de formation et de profession – un philosophe. Cette formation lui permet souvent de prendre de la hauteur par rapport à l'action politique. Il connaît bien la philosophie allemande – Kant, Hegel – et, en devenant socialiste, Jean Jaurès s'est rallié aux « conceptions économiques » de Marx (son analyse de la « lutte des classes », « antagonisme profond, inévitable ») tout en se voulant l'héritier d'un socialisme français qui trouve sa source chez Proudhon, Pierre Leroux, Louis Blanc et, au-delà dans les luttes et les anticipations de la Révolution française. Il condamne le système capitaliste et la « servitude » qu'il engendre. Il dénonce aussi la concentration croissante du capital et son rôle dans les risques de guerre. Il porte aussi beaucoup d'attention aux problèmes des paysans. Il faut mettre en œuvre une nouvelle société, fondée sur la propriété collective des moyens de production.

« Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale sans lesquelles elle n'est qu'un mot » écrit Jaurès dès octobre 1887, alors qu'il n'est pas encore socialiste. Plus tard, il ne sépare pas le socialisme de la république : la démocratie est la condition du socialisme. Nous sommes là au cœur même du socialisme démocratique qui nous paraît caractériser l'histoire des idées sociales en France.

L'instruction est, en outre, la condition de l'émancipation des travailleurs : il faut émanciper le citoyen par la pratique de la liberté, l'homme par l'éducation. Le professeur qu'il était est le chantre d'une laïcité ouverte, de la tolérance religieuse – sa femme Louise est catholique pratiquante et sa fille fait sa première communion. Lui-même, qui fait dans ses écrits philosophiques la synthèse entre matérialisme et idéalisme, affirme sa croyance en Dieu – un Dieu qui représente une force morale vers le Bien –, même s'il est détaché de l'Eglise catholique et profondément hostile à son rôle politique (« l'influence néfaste du cléricalisme »). Il est favorable à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le pédagogue

Jean Jaurès est passionné de pédagogie. Il ne cesse aussi de porter attention aux problèmes de l'instruction publique et même à l'évolution de la pédagogie, donnant, chaque quinzaine, un article à *la Revue de l'enseignement primaire* – 40 000 abonnés – dont s'occupe une jeune femme, Blanche Vogt, qui est l'une de ses amies. Il réclame un « enseignement démocratique » qui « ne doit faire appel qu'à la raison » et qui bénéficie de moyens financiers importants, un enseignement ouvert sur la vie et sur l'art.

Jaurès prend aussi la défense des instituteurs : « Il faut que des maîtres aient la sécurité et l'indépendance morale assurées par l'indépendance matérielle. » « Il faut que le maître ait le temps d'étudier, de lire, de méditer. »

L'historien

Jean Jaurès fut aussi historien. Ses études à l'ENS lui avaient appris les méthodes de l'histoire. L'éditeur Jules Rouff lui commanda une *Histoire socialiste de la France*.

Jaurès, qui venait de perdre son siège de député, accepta. Il s'entoura d'une équipe prestigieuse – Georges Renard, Albert Thomas, entre autres – et se mit au travail. Il est l'auteur de deux des volumes de cette histoire : le volume consacré à la Convention et celui qui traite de la guerre de 1870-1871.

Même si le titre *Histoire socialiste* est aujourd'hui obsolète – il n'y a ni histoire socialiste ni histoire capitaliste mais la recherche de la vérité à travers les documents – les historiens s'accordent à

reconnaître l'aspect novateur de ce travail qui faisait pour la première fois une grande place aux aspects économiques et sociaux. Les volumes consacrés à la Révolution – *Histoire socialiste de la Révolution française* – ont été constamment réédités et encore à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution française avec une présentation de Michel Vovelle.

Le journaliste

Comme Clemenceau, Jaurès fut aussi un grand journaliste : ses milliers d'articles – dans *La Dépêche de Toulouse*, *La Petite République* et, après 1904, dans *L'Humanité* – sont à la fois pleins de flamme et de rigueur démonstrative, parfois un peu prolixes. Il a vécu de sa plume de journaliste – pendant la période 1898-1902 lorsque son échec électoral de 1898 l'avait écarté du Parlement.

Une anecdote donne la mesure de sa capacité de travail. Le 25 juillet 1914, alors qu'il revient de Lyon, son train doit, à cause d'un déraillement sur la voie, s'arrêter à Dijon : dans les bureaux du *Progrès de Dijon* où il a trouvé refuge, il improvise et dicte au téléphone son éditorial de *L'Humanité* à une sténographe du journal et lui répète ensuite le texte mot pour mot pour relecture.

Un intellectuel qui aimait la vie

Mais ne faisons surtout pas de Jaurès un intellectuel désincarné : il aimait la vie, la vie de famille d'abord, l'amitié et la conversation de ses amis et des militants (qui l'appelaient « notre Jean », le « Père Jean »), le contact avec les gens. Il était l'homme de la « petite patrie » chère aux instituteurs de cette époque, Il aimait parler en patois, savait des centaines de vers occitans par cœur. Il appréciait cette cuisine du Sud-Ouest – confit d'oie et vin de Gaillac – qui l'avait fait forcir. Jaurès avait depuis sa jeunesse un amour charnel de sa terre : « Il y a des heures où nous éprouvons à fouler la terre une joie tranquille et profonde comme la terre elle-même. Si nous l'enveloppons seulement d'un regard, elle ne serait pas à nous ; mais nous pouvons nous coucher en son sein et nous faire porter par elle, et sentir je ne sais quelles palpitations profondes qui répondent à celles de notre cœur. Que de fois en cheminant dans les sentiers, à travers champs, je me suis dit tout à coup que j'étais à elle et qu'elle était à moi. »

Les séjours à la campagne, toujours trop courts, au Bessoulet, lui permettaient de rassembler sa famille et ses amis, auxquels se joignaient les membres d'un groupe de jeunes militants d'Albi. Il apprenait à faire de la bicyclette et faisait de grandes promenades à pied d'où il admirait la cathédrale d'Albi. A Causerets, où il faisait chaque année une saison, il allait au bord de la mer, se trempait les pieds dans l'eau en lisant les auteurs grecs pendant que ses enfants se baignaient. Jean Jaurès retrouvait aussi son frère Louis et ses nièces. Devenu officier de marine, Louis Jaurès, très lié à son frère, eut sa carrière quelque peu ralentie par le nom qu'il portait mais son mérite le porta cependant au grade d'amiral et, à la retraite, il fut élu député républicain *socialiste* de la Seine (1924-1928).

Les divisions du socialisme français

Et la marche à l'unité

Les socialistes français étaient, jusqu'en 1901, divisés en plusieurs partis ou tendances :

- *Le parti ouvrier français*, dirigé par Jules Guesde, est de tendance marxiste. Jules Guesde a introduit et vulgarisé le marxisme (caractère inévitable de la chute du capitalisme, rôle du prolétariat, lutte des classes, action révolutionnaire) dans le mouvement ouvrier français. Il est un parti fortement structuré, discipliné, bien implanté dans certaines régions (en particulier le Nord) ou dans certaines industries (le textile).
- *Le parti socialiste révolutionnaire* (ancien Comité révolutionnaire central) a recueilli l'héritage du blanquisme et de la 1^{re} Internationale. Il tente une synthèse du blanquisme (tendances insurrectionnelles, anticléricalisme et antimilitarisme, sensibilité aux luttes ouvrières, rôle et indépendance du syndicalisme) et du marxisme. Son chef est Edouard Vaillant, un ancien de la Commune qui a rencontré Marx en Angleterre pendant son exil.
- *La fédération des travailleurs socialistes* est réformiste. Elle insiste sur la décentralisation et, plus tard, sur le socialisme municipal. Elle préconise l'adaptation aux réalités, la mise en œuvre des réformes « possibles », d'où le nom de *possibilisme*. Son chef est le docteur Paul Brousse. Benoît Malon, mort en 1893, a été proche des possibilistes.
- *Le parti ouvrier socialiste révolutionnaire* (POSR) est un parti d'action révolutionnaire, il s'appuie sur les syndicats et préconise comme moyen d'action la grève générale. Il voit l'Etat comme une fédération de communes libres et l'économie gérée par les syndicats qui se seront emparés du pouvoir par la grève générale. L'ancien communard Jean Allemane, déporté en Nouvelle-Calédonie, figure incontestée du mouvement ouvrier, en est le chef.

A côté de ces quatre « grands » partis, il y a les anarchistes, inorganisés par principe mais engagés dans les syndicats (« l'anarcho-syndicalisme ») et les « socialistes indépendants » auxquels se rattachent la majorité des parlementaires socialistes (Jaurès, Viviani, Millerand) et qui jouent un rôle important à la Chambre des députés. A la Chambre des députés, les socialistes forment un groupe parlementaire unique.

L'épuisement de certains courants, la nécessité de l'unité des députés socialistes au parlement, les aspirations militantes, les combats de l'affaire Dreyfus poussent à l'unité. En octobre 1899, le congrès général de la salle Japy semble amorcer cette unité puisque tous les groupes socialistes sont représentés. Mais au congrès de la salle Wagram, (1900), les guesdistes s'en vont. L'unité a provisoirement échoué.

En 1901, un premier regroupement a lieu cependant. Le socialisme se groupe en deux partis qui portent d'ailleurs presque le même nom :

- *Le parti socialiste de France*, plus révolutionnaire, groupe les vaillantistes et les guesdistes.
- *Le parti socialiste français*, plus réformiste, rassemble les possibilistes, les socialistes indépendants et les allemanistes. Jaurès fait figure de leader du nouveau parti.

En 1905, sur l'injonction de la II^e Internationale, l'unité se fait au congrès de la salle du Globe à Paris. Le parti socialiste unifié SFIO, Section Française de l'Internationale Socialiste, est né.

IV/ L'unité des socialistes

L'unité difficile (1898-1905)

Après 1898-1899, la préoccupation de Jaurès est de parvenir à unifier le socialisme français divisé en cinq partis ou mouvements différents (*Blanquistes* ou *vaillantistes*, *allemanistes*, *possibilistes* réformistes, *guesdistes* marxistes et socialistes indépendants) : Jaurès a toujours déploré cet émiettement en « sectes » – c'est le mot qu'il emploie. En effet, à partir de cette date, Jaurès ne croit plus en l'imminence de la chute du capitalisme – comme avait pu le faire croire le grand mouvement de grèves de la période précédente. Dans la *Petite République*, il écrit en 1901 : « J'ai vu à Lille, Roubaix, Paris, Carmaux, Rive-de-Gier, que la puissance capitaliste était grande et plus résistante que Guesde nous ne nous l'avait dit. » La lutte sera longue et, dans cette perspective, il faut d'abord s'unir. A l'Assemblée, les socialistes formaient depuis 1893 un seul groupe parlementaire. Dans le contexte de lutte de l'Affaire Dreyfus, ils s'étaient unis dans un *comité de vigilance socialiste*, devenu *comité d'entente* en 1899. On tient des congrès communs en 1899 (Japy), marqués ensuite par des départs (Wagram, 1900, Lyon, 1901).

Cependant à l'Assemblée, Jaurès réélu en 1902, soutient et impose le soutien du Bloc des Gauches (ministère Waldeck-Rousseau et Combes) qui mène la lutte anticléricale, vote l'expulsion des congrégations et la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat (1905), préparée par Aristide Briand, avec le soutien de Jaurès.

Les querelles de famille

Les sujets de discorde entre socialistes ne manquent pas. Il y a, bien sûr, les discordes idéologiques que nous avons évoquées et qui sont anciennes. D'autres, plus politiques, apparaissent, en particulier, le ministérialisme : dans le ministère de « Défense républicaine » de Waldeck-Rousseau formé en 1899, le socialiste indépendant Alexandre Millerand est devenu ministre : peut-on être ministre d'un gouvernement bourgeois ? Jaurès défend la participation au nom de la défense de la République.

Des attaques personnelles enveniment la situation. Les adversaires de Jaurès au sein du mouvement socialiste lui-même dénoncent le « châtelain de Bessoulet » (la propriété de sa femme) et la première communion de sa fille (Jaurès est souvent, à cette époque, caricaturé tenant une bouteille d'eau du Jourdain).

Ces disputes empêchent l'unité. En 1901, deux partis socialistes se forment :

- Le *parti socialiste de France* groupant vaillantistes (ex-blanquistes) et guesdistes – les plus intransigeants et les plus révolutionnaires.
- Le *parti socialiste français* autour de Jaurès, Aristide Briand, Millerand et Allemane.

L'unité

Ce face-à-face fratricide prend fin sur l'injonction de l'Internationale socialiste réunie à son congrès d'Amsterdam en 1904 : une motion invite avec fermeté les socialistes français à s'unir en un seul parti. Les 23-24 avril 1905 se tient le Congrès du Globe à Paris qui débouche sur la création du parti socialiste SFIO. Pour prix de l'unité Jaurès a dû accepter la victoire des thèses guesdistes : lutte des classes, discipline de parti, refus de la collaboration avec les partis bourgeois, refus de laisser entrer dans le parti les coopératives, les mutuelles, voire les syndicats (ce qui aurait ressemblé à un travaillisme à la française). La SFIO retire désormais son soutien au Bloc des Gauches. Jaurès se retire de la délégation des Gauches et abandonne Emile Combes, le président du conseil du Bloc des

Gauches. Pour Jaurès, l'essentiel, c'est que l'unité soit faite, fût-ce au prix d'une défaite idéologique provisoire.

La synthèse jaurésienne

Dans les années suivantes, Jean Jaurès reconquiert, à l'intérieur de la SFIO, les positions perdues en 1905 et ses thèses triomphent au congrès de Toulouse en 1908. Son influence s'exerce par son charisme personnel, sa stature morale, ses dons d'orateur. En outre, en 1904, il a fondé le journal *L'Humanité* dont il signe chaque jour l'éditorial. Après 1908, Jaurès rallie constamment la majorité à ses positions. La synthèse jaurésienne appelle à un dépassement du conflit entre Révolution et réformisme :

- La SFIO est un parti de classe qui a pour but ultime l'anéantissement du capitalisme – et non son aménagement. Pour lui, la lutte des classes – qui est une réalité, non un objectif – ne débouche pas sur la haine : « Nous voulons la Révolution, pas la haine éternelle. » Pour lui, la mission du prolétariat est de réconcilier le peuple avec la Nation, non de se séparer d'elle. Il n'a pas, d'autre part, une conception caporaliste du parti, et reste ouvert aux propositions. Par exemple, lorsque la Charte d'Amiens (1906) sépare les syndicats du parti socialiste et bien qu'il soit hostile aux conceptions du syndicalisme révolutionnaire, il affirme le droit pour les syndicats de faire leurs propositions pour la construction d'une société nouvelle.

- Jaurès n'épouse pas la thèse de Marx sur le dépérissement de l'Etat, Etat qui serait simplement une superstructure, un instrument de classe. Pour Jaurès le capitalisme doit « dépérir » grâce à la dynamique agissante du peuple faisant la reconquête de ses outils de travail. L'appropriation par l'Etat des services publics et le rôle des coopératives et des mutuelles permettront d'introduire du socialisme dans le système (« l'évolution révolutionnaire ») en prenant appui sur l'Etat républicain.

- Cette « évolution révolutionnaire » passe, comme toujours chez Jaurès, par un effort de l'instruction publique – d'où l'importance de l'école – et par l'éducation populaire à laquelle le peuple participe lui-même (les « Universités populaires »). Jaurès se définit volontiers comme un « éducateur du peuple », multipliant articles, meetings et conférences. Dans le combat politique et social, il faut toujours faire appel à l'intelligence et développer le sens critique, donner aux citoyens un « supplément d'âme » pour que « le sentiment de la Justice » permette de « rallumer tous les soleils ». Jaurès est foncièrement un optimiste.

- Sur le plan politique, le parti socialiste mise, non sur une conquête violente du pouvoir – la révolution n'est pas imminente – mais sur la conquête du suffrage universel, d'abord dans les mairies, appelées à être les « laboratoires » et les « vitrines » du socialisme, et aussi, bien sûr, au Parlement. Les réformes sont importantes pour apporter des améliorations immédiates à la dureté de la condition ouvrière (durée du travail, retraites ouvrières, droits syndicaux).

En Europe, Jean Jaurès se fait l'apôtre de la paix, dénonce le mécanisme des alliances et les dangers de l'impérialisme – nous y reviendrons. Il appelle à la construction d'une organisation internationale capable de prévenir les conflits.

Il y a aussi chez Jaurès une vision mondiale : l'un des premiers, il récuse la colonisation et le colonialisme, dénonce les exactions de l'armée, réclame des droits pour les Musulmans d'Algérie, condamne la conquête du Maroc : non seulement parce qu'elle menace la paix mais parce qu'elle porte atteinte aux droits du peuple marocain. Il comprend le désir de liberté des peuples colonisés : « il y a partout des forces morales neuves qui s'éveillent, un appétit de liberté, un appétit d'indépendance » (juin 1912).

V/ Le « ministère de la parole » : l'action au parlement et le soutien aux grévistes

L'orateur

Jean Jaurès a été un exceptionnel orateur, un véritable tribun, nourri, certes, des grands textes de l'éloquence classique, mais aussi de l'exemple de ces militants ouvriers qu'il admirait pour leur capacité à communier par la parole avec leurs mandants. Il a été un grand orateur dans cette enceinte parlementaire dans laquelle tant d'avocats ont brillé et où le verbe est roi. Il y aurait une étude à faire sur la place de l'éloquence dans la République à une époque où la politique se fait au Parlement. Mais Jaurès a été aussi un orateur de meetings. Au Pré-Saint-Gervais, près de Paris, lorsqu'il fait campagne contre le « loi de trois ans », Jaurès, coiffé de son melon, un drapeau rouge près de lui, parle en plein air à des milliers d'auditeurs : la photographie a immortalisé la scène – malheureusement sa voix ne nous est pas parvenue. Ses adversaires raillent le « ministre de la Parole », le traitent de « bonimenteur », le caricaturent dans ses attitudes et ses gestes de tribun intarissable. Mais « Ministre de la Parole », l'expression est finalement un beau compliment.

La voix du tribun est généreuse et puissante, la phrase ample s'accompagne de toute une gestuelle. A la tribune, il apparaît comme une force de la nature. Les qualités de l'orateur renvoient d'abord au personnage lui-même, à sa générosité, à sa conception du débat, de la République et de la fraternité. Son art oratoire est fait à la fois de sa capacité d'analyse, de sa force de conviction, de la richesse des images développées dans son discours, de la fougue de son tempérament. La chaleur de ses auditoires le stimule. Pourtant son art de la parole a gagné, au fil des ans, en simplicité et en force.

Citons le témoignage de Vincent Auriol, député socialiste avant d'être président de la République :
« Au début d'un discours, sa voix était monocorde, traînante, grasseyante, son geste, court et embarrassé. Puis jaillissait l'idée, drue, éblouissante. Sa pensée s'élevait et élevait son auditoire avec lui. Sa voix devenait alors tour à tour cuivre vibrant, tonnant, emplissant les plus vastes édifices ; ou se faisait caressante, parfois ironique, séduisante même. Le geste accompagnait la période. Tantôt la main droite s'élevait ou s'abaissait, comme pour briser un obstacle ; tantôt elle fendait l'espace comme pour laisser passer l'idée. Parfois, les bras en avant et le buste penché vers l'auditoire, il semblait vouloir cueillir les esprits conquis. Enfin, ses bras courts élevés vers le ciel nous rappelaient ce rêve que, jadis, normalien en vacances, il confiait à son ami Charles Salomon : « Je voudrais tenir la charrue. Alors je demanderai à l'ombre d'élargir mon geste jusqu'aux étoiles. »

L'action au Parlement

Le républicain Jean Jaurès respectait profondément le Parlement, issu du suffrage universel. Les députés sont les représentants du peuple. Il dénonce l'antiparlementarisme qui fait le lit du « césarisme » (le recours à l'homme fort, Louis-Napoléon Bonaparte, le général Boulanger) : Jaurès : « Crier : A bas le Parlement, c'est crier : A bas la classe ouvrière ! » Il a été député de 1885 à 1889, de 1893 à 1898 et de 1902 à 1914 (21 ans au total). Il fut un grand parlementaire, non seulement par ses dons d'orateur, mais aussi par son travail au Parlement ; député assidu, il participe aux grands débats, mais travaille aussi en amont pour préparer projets de loi et amendements au sein des commissions parlementaires (Affaires étrangères, Défense nationale) et, en aval, en rendant compte de son mandat à ses électeurs.

Jean Jaurès s'efforce aussi de ne pas s'éloigner de la classe ouvrière : en 1904, il participe à une commission parlementaire créée à la suite de la grève des ouvriers du textile dans le Nord et dénonce leur misère et la responsabilité des industriels du textile. Dans le même esprit, il ouvre son journal *L'Humanité* à la CGT en lui réservant une tribune libre.

Elu vice-président de la Chambre des députés en 1903, il défend le principe d'une alliance avec les radicaux sur des objectifs forts comme la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'impôt sur le revenu. Il fait appliquer la discipline républicaine dans les élections. Il milite aussi pour le droit de vote des femmes et l'abolition de la peine de mort.

Entre 1906 et 1909, Jean Jaurès s'oppose à Clemenceau, « premier flic de France » et « briseur de grèves » avec lequel il avait pourtant lutté dans la bataille dreyfusarde : les deux hommes s'affrontent dans des duels oratoires restés célèbres.

Le terrain des grèves : le soutien et l'arbitrage

Pour Jaurès, la grève est un moyen de lutte imposé aux travailleurs par la structure de la société, une « arme tristement nécessaire », un moyen de lutte « barbare », générateur de souffrances et de privations. Aussi les députés socialistes n'ont-ils pas le droit (Album Jaurès sur le terrain) de déclencher une grève car ils n'en supportent pas personnellement les conséquences matérielles. Mais la grève permet aux travailleurs de s'organiser et de prendre conscience de leur exploitation. Les manifestations – l'occupation de la rue – et les grèves permettent aussi aux ouvriers « de prendre conscience de leur force », de « sortir de l'isolement qui décourage » et de faire pression sur le patronat au moment de la négociation. Il ne faut pas arrêter une grève avant qu'un accord ne soit trouvé.

L'action menée par Jean Jaurès lors des grèves de Carmaux et son charisme personnel lui ont conféré un grand prestige. Entre 1893 et 1910, il est appelé à la rescousse lors de nombreuses grèves. Il joue un double rôle : soutien aux grévistes et, parfois, participation à une « sentence arbitrale » destinée à trouver une « sortie de crise » :

- A l'époque, il était fréquent, alors que les syndicats étaient encore peu développés, que les députés socialistes se relaient auprès des grévistes pour les soutenir, les conseiller, les aider à s'organiser, leur donner une légitimité qu'ils tenaient du suffrage universel. Jaurès anime alors de nombreux meetings, rédige des articles consacrés au conflit social en cours, notamment dans *La Petite République*, quotidien socialiste auquel il collabore, puis dans *L'Humanité* qu'il a fondée. Il interpelle le gouvernement à la Chambre. La liste est longue des interventions de Jaurès dans le soutien aux grévistes. Citons en quelques-unes : ouvriers du textile d'Armentières (1903), grève de Marseille (1904), grève des porcelainiers de Limoges (1905), grève des arsenaux (1905), grèves de Draveil (1909), grève de Graulhet (1910).

- Jaurès a été aussi appelé à plusieurs reprises pour participer à l'élaboration de sentences arbitrales – « un des plus grands honneurs qui m'ait été faits dans ma vie militante » –, lorsque, pour clore un conflit, le patronat et les syndicats demandaient à deux arbitres, désignés en commun, de proposer un accord pour sortir de la crise. Ce fut le cas à Saint-Etienne en 1899-1900 (Cf. ci-contre *Jaurès dans la Loire*). Le rôle de Jaurès dans la résolution d'un conflit pose le problème de la participation à un processus d'apaisement social à une époque où la croyance messianique dans la grève générale pour provoquer le « Grand Soir » est très répandue parmi les « anarcho-syndicalistes » et les socialistes allemands. Mais il montre le caractère constamment pragmatique de l'action de Jaurès.

Le travail annoncé de Rolande Treppe sur le rôle de Jaurès dans les sentences arbitrales dans des conflits du travail apportera des éclairages intéressants.

Pour bien comprendre ce qu'a représenté Jaurès parlant aux grévistes, il faut relire le récit de l'écrivain Jean Guéhenno qui, fils d'ouvriers en chaussures, raconte dans son *Journal d'un homme de 40 ans*, la grève de Fougères en 1906 et la venue de Jaurès : « C'est alors que vint Jaurès. On alla le chercher à la gare comme le président en 1896. C'était un homme simple avec un grand visage placide. Il semblait, tandis qu'il montait vers la bourse du travail, que lui faisaient cortège les masses innombrables de tous les hommes obscurs, misérables, espérant comme nous-mêmes. Il parla sous le marché couvert. Toute la ville était venue l'entendre. Ces deux mots s'élevèrent, lentement, pesamment, comme un appel : Citoyennes, citoyens. A peine nous parla-t-il de nos épreuves, mais il nous dit que nous n'avions pas le droit d'être vaincus parce que notre combat n'était pas le nôtre seulement, mais celui de tous. Il ne s'adressa qu'à notre fierté. Il nous peignit le monde que nous portions en nous et nous pleurions de le reconnaître [...] »

Conférences et meetings

Jean Jaurès a prononcé aussi – à l'occasion de grèves ou non – de nombreuses conférences et tenu, en période électorale, de nombreux meetings : ce furent de multiples déplacements en train, passés à préparer ses discours, à lire les philosophes ou à corriger les épreuves de *l'Histoire socialiste de la Révolution française*. Un rituel de ses déplacements se met en place : accueil des militants à la gare, traversée de la ville, conférence ou meeting. A Troyes, le 26 février 1899, 7 000 personnes l'attendent à la gare ; il est ensuite reçu à la *Maison du Peuple* puis prononce une conférence à la salle du Cirque, comble, devant 3 000 auditeurs.

Au cours de ces voyages, Jaurès garde le contact avec la réalité ouvrière et provinciale. A Armentières, en 1903, il voit de près la misère ouvrière et obtient de la Chambre dont il est vice-président une commission d'enquête parlementaire. En 1898, à Montpellier, alors qu'il parle de l'affaire Dreyfus, Jaurès est hué par une partie de l'assistance : il comprend alors la force de l'antisémitisme populaire et du nationalisme cocardier et décide, peu après, de rédiger *Les Preuves* – les preuves de l'innocence de Dreyfus – qui ont un grand retentissement dans l'opinion.

En 1911, Jaurès fit aussi une tournée de conférences en Amérique du Sud, son seul grand voyage hors d'Europe. Il est fêté comme un héros et prend conscience de la misère des paysans pauvres. *L'Humanité* accueille les articles dans lesquels il livre ses impressions.



Jean Jaurès dans sa bibliothèque
(Musée de Castres, *Album Jaurès*, 1959)

VI/ Face à la montée des périls

Le patriotisme et la paix

Jean Jaurès en 1895 : « Nous voulons la patrie française et républicaine libre et forte, mais nous ne voulons pas que sous prétexte de patriotisme, on jette les uns sur les autres des peuples affolés. » Jean Jaurès se revendiquait comme patriote, ce qui n'est pas la même chose que nationaliste. Il refusait la formule de Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. » Mais il était aussi l'homme de la Paix, hostile au bellicisme qui naît du nationalisme et ne refusait pas pour autant les nécessités de la Défense nationale.

Les crises internationales

A partir de 1905, la vie politique est dominée par les événements internationaux :

- 1905 : La crise marocaine montre le risque d'une guerre franco-allemande à propos du Maroc. Jean Jaurès ne veut pas que la France devienne l'otage des marchandages impérialistes, menés par ceux qu'il dénonce comme « les maquignons de la patrie », « l'internationale des canons et des obus ».
- 1912 : Jean Jaurès dénonce le protectorat marocain. Dès 1895, il avait déclaré : « Votre société [coloniale, impérialiste] porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage. »

Jean Jaurès dénonce aussi une « armée de caste », les « fauteurs de guerre » de l'état-major qui « détestent la République » et s'inquiète « de la griserie nationaliste et chauvine » qui gagne les peuples de l'Europe.

Jean Jaurès cherche à agir à plusieurs niveaux :

Il intervient contre les budgets de guerre, dénonçant la « course aux armements », puis contre le service militaire de 3 ans voté en 1911. Il veut être aussi une force de proposition : il écrit l'un de ses livres les plus importants, *L'Armée nouvelle* : il préconise une armée formée de soldats-citoyens, faisant des périodes régulières, bien entraînés et prêts à être mobilisés pour défendre le pays, ce qui permettrait de réduire les « mois d'ennui » du service militaire et le séjour inutile dans les casernes.

Sur le plan international, Jean Jaurès préconise une politique de désarmement simultané et d'arbitrage international, anticipation de la SDN. Il recommande pour certains problèmes des négociations bilatérales : par exemple le problème alsacien-lorrain pourrait être résolu par une très large autonomie de l'Alsace-Lorraine au sein du Reich : proposition difficile à admettre pour l'opinion française imprégnée de l'idée de la Revanche nécessaire et de la libération des « provinces perdues ».



Jaurès au Pré-Saint-Gervais : discours en faveur de la paix

Jaurès mise aussi sur l'Internationale socialiste, regroupant les partis socialistes européens, fondée en 1889. A partir de 1900, il siège au Bureau socialiste international, exécutif de l'Internationale. En 1912, devant la gravité de la crise balkanique, il obtient la réunion à Bâle d'un congrès extraordinaire de l'Internationale dans lequel il prononce un discours célèbre. Il fait adopter une motion qui déclare « la guerre à la guerre ». A partir de 1907, Jean Jaurès préconise le recours à la grève générale pour faire barrage à la guerre mais, sur le principe de la grève générale, se heurte aux réticences du SPD, le parti social-démocrate allemand.

Ces propositions lui valent une haine féroce des nationalistes. Pour la presse de droite à grand tirage, il est « Herr Jaurès », caricaturé avec un casque à pointe, le traître vendu à l'Allemagne, le fossoyeur de l'armée, « une fille immonde entretenue par le Kaiser » (Maurras). En 1913, Urbain Gohier, un des polémistes de la Droite nationaliste, écrit : « Herr Jaurès ne vaut pas les 12 balles du peloton d'exécution. Une corde à fourrage suffira », et même Charles Péguy : « Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès. Nous ne laisserons pas ces traîtres nous poignarder dans le dos. »

« Ils ont tué Jaurès »

La crise de 1914 s'ouvre, on le sait, le 28 juin, avec l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche à Sarajevo. Jean Jaurès vient d'être réélu à Carmaux en avril 1914, une majorité de gauche l'a emporté dans le pays (avec 103 députés socialistes) et Viviani, socialiste indépendant, devient président du Conseil. Un congrès de la SFIO a fait adopter, le 14 juillet, le principe de la grève générale contre la guerre. La France, à dire vrai, se passionne surtout pour le procès de M^{me} Caillaux – femme de du leader radical Joseph Caillaux – qui a tué Calmette le directeur du *Figaro* pour une histoire de chantage journalistique.

Dans cette crise diplomatique dans les Balkans – une de plus - comme la plupart des responsables, Jaurès n'anticipe pas l'ampleur du péril, pas avant l'ultimatum de l'Autriche à la Russie, le 23 juillet. Le 25 juillet, dans son discours de Lyon-Vaise – il est venu soutenir un candidat socialiste, Marius Moutet, candidat à une élection partielle, il veut croire, après dénoncé les responsables de la crise, que « malgré tout, en raison même du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute les gouvernements se ressaisiront ». Il mise sur la médiation proposée par la Grande-Bretagne, demande au gouvernement français – Viviani et Poincaré rentrent de Russie - d'être ferme avec son allié russe. Il compte aussi sur l'action de l'Internationale. Le 29 juillet, il est à Bruxelles à une réunion du Bureau socialiste international et, le soir, parle devant 10 000 personnes qui acclament les leaders socialistes et l'affirmation de leur volonté de paix. Il trouve malgré tout une heure pour aller au musée admirer, avec Marcel Sembat, les primitifs flamands...

Le 31 juillet, alors que l'Allemagne décrète « l'état de danger de guerre », Jaurès comprend que la France s'est laissée prendre dans les filets de l'alliance russe qui a commencé à mobiliser le 29 – sans prévenir la France. Il est reçu, avec une délégation socialiste, par Abel Ferry, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères – Viviani reçoit au même moment l'ambassadeur d'Allemagne. Jean Jaurès reproche avec véhémence au gouvernement d'avoir parlé « trop mollement à notre allié russe ». Il dit à Abel Ferry : « Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions nous être fusillés ! » Jaurès pense écrire pour *L'Humanité* du lendemain un « J'accuse » qui dénoncera au grand jour les responsables de la crise. Mais alors qu'avec des militants socialistes – Longuet, Renaudel, Dubreuilh et d'autres – il dîne au café du Croissant, il est assassiné d'un coup de revolver par un jeune nationaliste, Raoul Villain. Allongé sur une table du café, il meurt quelques minutes après le coup de feu. La rumeur se répand : « Ils ont tué Jaurès ! » La guerre peut passer sur le corps de Jaurès.

Epilogue

La guerre a éclaté le 3 août et les socialistes ont voté les crédits de guerre. Qu'aurait fait Jaurès ? Il est vain de vouloir faire parler les morts. La guerre a fait parmi nos soldats, 1,4 million de morts dont l'aspirant Louis Jaurès, tué à 20 ans, pendant l'offensive victorieuse de Picardie, le 3 juin 1918. L'assassin de Jaurès, Raoul Villain, défendu par M^e Géraud et M^e Zévaes, a été acquitté en mars 1919 au nom de « l'union nationale » et de « l'oubli des querelles d'avant la guerre ». L'histoire l'a cependant rattrapé en 1936, aux Baléares, où il était réfugié et où il fut exécuté par les républicains espagnols. Jaurès, d'abord enterré à Albi, a été porté au Panthéon en 1924, escorté par les mineurs de Carmaux. En 1981, lorsque la Gauche est revenue au pouvoir, le président de la République est allé au Panthéon déposer une rose sur les tombes de Jean Jaurès, de Jean Moulin et de Victor Schoelcher.

Mais, ce qui est le plus important aujourd'hui, c'est l'actualité de Jean Jaurès. Certes, le XX^e siècle a mis à mal l'optimisme jaurésien et sa croyance au progrès et à la paix. Mais ses combats et ses affirmations gardent toute leur force et leur inaltérable modernité. Modernité d'affirmer que la République, ce ne sont pas seulement des droits politiques mais aussi des droits sociaux. Modernité d'affirmer que le socialisme a partie liée avec la Liberté et la République et qu'il faut aussi un « socialisme de la morale » et « un socialisme de l'éducation ». Modernité de la lutte pour la dignité de chaque homme et de chaque femme, le mineur de Carmaux hier ou le chômeur humilié d'aujourd'hui. Modernité du combat pour l'abolition de la peine de mort – qui existe encore dans de nombreux pays – qui faillit être abolie en 1908 (Robert Badinter a dit en 1981 sa dette vis-à-vis de Jaurès). Modernité d'affirmer la valeur de toutes les civilisations...

Jean-Pierre Rioux, le dernier en date des biographes de Jaurès, écrit : « Jaurès a laissé en testament un conseil lapidaire : soyez intraitables sur le principe de liberté et ne construisez rien sans morale. »

Ainsi Jean Jaurès appartient-il à tous les Français. Il incarne le message *universaliste* de notre *patrie* – les deux mots ne s'opposent pas mais se complètent. La générosité de sa vie et de son œuvre donne un sens aux mots et aux valeurs de fraternité et de solidarité sans lesquels la République n'existe pas.



L'aspirant Louis Jaurès en 1918 lors de sa dernière permission
(Musée de Castres, *Album Jaurès*, 1959)

Annexe I

Le fils de Jean Jaurès,

Louis Jaurès (1898-1918), mort pour la France

En mourant, Jean Jaurès laisse deux enfants, une fille de 25 ans, Madeleine, et un fils, Louis, qui n'a pas encore 16 ans.

Né le 27 août 1898 à Nontron (Dordogne), Louis Jaurès est en 1914 un jeune lycéen et n'a pas encore l'âge d'être mobilisé. Il n'attend pas 1917, date à laquelle le gouvernement appelle sa classe sous les drapeaux. Fin 1915, Louis Jaurès s'engage au 7^e régiment de dragons. Il n'a que dix-sept ans. Il écrit : « Quand on a l'honneur d'être le fils de Jean Jaurès, on doit donner l'exemple : l'internationalisme philosophique n'est point incompatible avec la défense de la patrie quand la vie de celle-ci est en jeu. »

En 1918, Louis Jaurès est aspirant au 10^e bataillon de chasseurs à pied. Le général Ludendorff a lancé plusieurs grandes offensives qui doivent lui permettre de gagner la guerre avant l'arrivée massive des Américains. La dernière est lancée en Champagne, le 27 mai 1918 au Chemin des Dames. Les Allemands réussissent à franchir la Marne. C'est alors que Foch, à partir de la forêt de Villers-Cotterets, déclenche la contre-offensive décisive au cours de laquelle la victoire change de camp. Au cours de cette bataille, l'aspirant Jaurès est mortellement blessé à Chaudun, un petit village de l'Aisne, le 3 juin 1918, alors qu'il conduit au combat une section de chasseurs. Il meurt quelques heures plus tard, à Pernant. Il reçoit, à titre posthume, la citation suivante, portant attribution de la croix de guerre : « sous-officier de valeur, le 3 juin, attaqué par des forces supérieures en nombre a chargé à la baïonnette en tête de ses chasseurs, est tombé glorieusement pour la France ».

Léon Blum, chef du gouvernement du Front populaire, a inauguré un buste de Louis Jaurès à l'endroit où celui-ci a été tué.

Annexe II : le frère de Jean Jaurès :

L'amiral Louis Jaurès (1860-1937)

Marie Paul *Louis* Jaurès, frère cadet de Jean Jaurès, le compagnon de toute sa vie, auquel il était très attaché, est né le 18 août 1860 à Castres. Il fut, comme son frère, un élève brillant du collège de Castres et prépara ensuite l'École navale, poussé par l'exemple de ses deux cousins officiers de marine, Charles et Benjamin Jaurès, plus tard amiraux. Après de brillantes études à l'École navale, il participa, en 1886, aux essais du premier sous-marin *Le Gymnote*. Capitaine de frégate, il sauva en 1903 les marins abandonnés en Afrique par l'industriel Jacques Lebaudy, un « original » qui s'était proclamé *empereur du Sahara*...

Capitaine de vaisseau, Louis Jaurès fut mis en cause en 1911 lors de l'explosion du cuirassé *Liberté* en rade de Toulon qu'il commandait et qui explosa en son absence, alors qu'il était en permission régulière. Il fut acquitté à l'unanimité par le conseil de guerre devant lequel les règlements militaires exigeaient qu'il passât. Il n'était pas facile pour un officier d'être le frère de Jean Jaurès : lors de l'affaire du *Liberté*, un émissaire du ministre de la Marine fut spécialement dépêché à Toulon avec pour mission de relever tout ce qui pouvait le mettre en cause. Lorsque le tsar de Russie fut reçu à Cherbourg, où Louis était en poste, il décora tous les officiers, sauf Louis Jaurès...

En 1914, il était major général du 1^{er} arrondissement maritime de Cherbourg et commandant de l'arsenal et fut nommé contre-amiral (janvier 1914). Puis, en 1915, il devint membre du comité technique de la Marine et président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, En octobre 1915, il est commandant de division de ligne des Dardanelles puis en 1917, commandant de la division navale de l'Atlantique et de l'Afrique occidentale. Vice-amiral (décembre 1917), il revint, de 1917 à 1919, à Cherbourg, cette fois comme préfet maritime : ayant joué un rôle important dans le débarquement des troupes américaines, il reçut du président Wilson la *Distinguished Service Medal*. Il finit sa carrière comme préfet maritime de Rochefort (1919-1921) et membre du Conseil supérieur de la Marine (1921-1922). Grand Officier de la Légion d'honneur en 1921. Louis Jaurès, rendu à la vie civile, fut député républicain-socialiste de la Seine en 1924-1928. Décédé le 30 octobre 1937 à Paris, il repose au cimetière de Castres près de sa mère.

Sources : SHAM, CC7 4 section moderne 2 420 et 1111.

Site Internet de l'Assemblée nationale, base de données consacrée aux députés.

Annexe III

Bibliographie

Textes de Jean Jaurès

Une anthologie est maintenant disponible :

- Jaurès (Jean), *Rallumer tous les soleils*, textes choisis et commentés par Jean-Pierre Rioux, Paris, Omnibus, 2006.

Autres textes :

- Jaurès (Jean), *Pour la Laïque*, introduction de Vincent Peillon, Bordeaux, éditions Le bord de l'eau, coll. Bibliothèque républicaine, Bordeaux, 2004.

- Jaurès (Jean), *De l'éducation*, anthologie, introduction de Gilles Candar, postface de Guy Dreux et Christian Laval. Éditions Nouveaux Regards et Syllepse, 2005.

- Jaurès (Jean), *L'armée nouvelle*, présentation par Jean-Noël Jeanneney, Paris, Imprimerie nationale, 1992. 2 vol.

- Jaurès (Jean), *Les preuves*, Paris, La Découverte, 1998 [l'affaire Dreyfus].

Œuvres complètes en cours de publication (OC) en 18 volumes, publiées par Fayard sous la direction de Madeleine Rebérioux et Gilles Candar. Quatre volumes sont parus (2007) :

- Jaurès (Jean), *Philosophe à trente ans*, texte établi par Annick Taburet-Waingart, OC, tome I, Paris, Fayard, 2000.

- Jaurès (Jean), *L'Affaire Dreyfus, I, 1897-1898*, texte établi par Eric Cahm, OC, tome VI, Paris, Fayard, 2001.

- Jaurès (Jean), *L'Affaire Dreyfus, II, 1898-1899*, texte établi par Eric Cahm, OC, tome VII, Paris, Fayard, 2001.

- Jaurès (Jean), *Critique littéraire et critique d'art*, texte établi par Michel Launay, Camille Grousselas et Françoise Laurent-Prigent, OC, tome XVI, Paris, Fayard, 2000.

Biographies de Jean Jaurès

Deux livres pionniers, disponibles seulement en bibliothèque :

- Rappoport (Charles), *Jean Jaurès. L'homme, le penseur, le socialiste*, Paris, 1915.

- Lévy-Brühl (Lucien), *Jean Jaurès. Esquisse biographique*, Paris, Rieder, 1924.

Biographies disponibles :

- Auclair (Marcelle), *La vie de Jaurès ou la France d'avant 1914*, Paris, Le Seuil, 1954.

- Gallo (Max), *Le grand Jaurès*, Paris, Robert Laffont, 1984.

- Goldberg (Harvey), *Jean Jaurès, la biographie du fondateur du parti socialiste français* Trad. de l'anglais par Pierre Martory, Paris, Fayard, 1970.

- Rabaut (Jean), *Jean Jaurès*, Paris, Perrin, 1971, rééd. 1981.

- Rebérioux (Madeleine), *Jaurès, La parole et l'acte*, Paris, Gallimard, coll. Découvertes, 1994.

- Rebérioux (Madeleine), *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999 [recueil d'articles. Nombreux articles sur Jaurès].

- Rioux (Jean-Pierre), *Jean Jaurès*, Paris, Perrin, 2005.

La notice du « Maitron » :

- Rebérioux (Madeleine), « Jaurès (Auguste Marie Joseph Jean) » dans Jean Maitron et coll., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 13, Paris, Les éditions ouvrières, 1975, p. 92-105.

Actes de colloques

- *Jaurès et la nation*, actes du colloque. Toulouse, Publications de la faculté des lettres, 1965.
- *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, les éditions ouvrières, 1981.
- *Jean Jaurès, la France, l'Allemagne et la Deuxième Internationale, à la veille de la Première Guerre mondiale*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1989.
- *Jaurès et les écrivains*, Orléans, Centre Charles Péguy, 1993.
- *Jaurès et les intellectuels*, Paris, les éditions de l'Atelier, 1994.

Revues :

Cahiers Jaurès, numéros spéciaux

- *Abolir la peine de mort : le débat parlementaire de 1908*, Cahiers Jaurès, 1992.
- *Jaurès et la défense nationale*, Cahiers Jaurès, 1994.
- *Jaurès philosophe*, Actes du colloque de Paris, 1999, Cahiers Jaurès n° 155, 2000.
- *L'affaire Dreyfus, Histoire*, I et II, Cahiers Jaurès, n°s 153 et 154, 2000.
- *Jaurès, l'Amérique latine et la latinité*, Actes du colloque de Castres, 1992, Cahiers Jaurès, n° 139, 1996.
- *Jaurès et l'Etat*, Actes du colloque de Castres 1997, Cahiers Jaurès, n° 150, 1999.
- *J'accuse... ! et les preuves*, Actes du colloque de Médan, 1998, Cahiers Jaurès, n° 151, 2000.
- **La revue pédagogique TDC** (textes et documents pour la classe) a consacré à Jaurès un très bon numéro spécial., TDC, CNDP, n° 867, 2004. Cf. en particulier les articles de Catherine Moulin, « Jaurès, un homme au cœur de son époque », de Madeleine Rebérioux, « Jaurès, l'international » et Alain Boscus, « Art oratoire et gestuelle »...

Autres ouvrages :

Le socialisme de Jaurès :

- Lefranc (Georges), *Jaurès et le socialisme des intellectuels*, Paris, Aubier, 1968.
- Peillon (Vincent), *Jaurès ou la religion du socialisme*,

La question religieuse :

- Launay (Michel), « Jaurès et le problème religieux », Archives internationales de sociologie de la coopération, n° 5, 1959.
- Rebérioux (Madeleine), « Jaurès, socialisme et religion », Annales (ESC), nov.-déc. 1961.
- Rioux (Jean-Pierre), « Au soleil de Jaurès », Cahiers Jaurès, n° 179, 2006.

Jaurès et l'Etat :

- Antonini (Bruno), *Etat et socialisme chez Jean Jaurès*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Jaurès en province :

- Boscus (Alain) et Cazals (Rémy) (dir.), *Sur les pas de Jaurès. La France de 1900*, Toulouse, Privat, 2004.

L'assassinat de Jaurès :

- Fonvieille-Alquier (François), *Ils ont tué Jaurès !* Paris, R. Laffont, 1968.
- Rabaut (Jean), *Jaurès et son assassin*, Paris, éditions du Centurion, 1967.
- Rabaut (Jean), *Jaurès assassiné*, Bruxelles, Complexe, 1984.

Iconographie et filmographie

On peut retrouver Jaurès « en images » dans :

- Centre national et Musée Jean-Jaurès, *Jaurès, l'époque et l'Histoire*, Castres, 1994.

Enfin, un téléfilm a, en 2005, évoqué Jaurès et la grève de Carmaux :

- *Jaurès, naissance d'un géant*, JEM Productions, scénario de Jean-Michel Gaillard et Jacques Kirsner, avec Philippe Torreton dans le rôle de Jaurès.

Annexe IV

Le Centre national et le musée Jean-Jaurès de Castres

2, place Pélisson, Castres (Tarn)

Le Centre national et Musée Jean-Jaurès ont pour vocation la présentation des activités et de l'œuvre de Jean Jaurès, en favorisant, en même temps, des travaux de recherche et d'animation autour des idées et thèmes fondamentaux des XIX^e et XX^e siècles. Le musée a été créé en 1954, rénové et transformé dans les années 1980, ouvert en février 1988 et inauguré le 16 novembre 1988 par François Mitterrand, président de la République. Il doit sa naissance à la ville de Castres qui a souhaité mettre en valeur la richesse du fonds Jaurès du Musée créé en 1954, afin de mieux faire connaître la personnalité et l'œuvre de celui qui fut un philosophe, homme politique, un tribun, un journaliste, un écrivain et historien. Le concours de la Société d'études jaurésiennes et l'aide de nombreux spécialistes et historiens ont permis de créer un ensemble culturel cohérent, rigoureux et moderne.

Le musée présente ses collections permanentes consacrées à Jean Jaurès mais organise aussi des expositions temporaires traitant de sujets se rapportant à la période 1880-1914 (économie, société, vie quotidienne, culture) ou en mettant en valeur des artistes régionaux ou présentant une question d'actualité). Une salle de conférence équipée de matériel audiovisuel permet l'organisation de colloques, débats, séminaires. Au 3^e étage du musée, se trouve un centre de documentation : livres, revues, journaux, archives, sont mis à la disposition des étudiants et des chercheurs.

Annexe V

La Société d'études jaurésiennes et ses publications

La *Société d'études jaurésiennes*, fondée en 1959, a été présidée par Ernest Labrousse de 1959 à 1982, par Madeleine Rebérioux de 1982 à 2005. Elle est ouverte à tous ceux qui, sans conditions de diplôme ou d'opinion, veulent contribuer à faire connaître la vie, l'œuvre et la pensée de Jaurès, à saisir ses apports au socialisme, à la démocratie et à l'humanité, à comprendre son temps et le nôtre. Près de quatre cents adhérents et quelques bénévoles font de cette société amicale et scientifique un lieu du souvenir et de la mémoire, un centre de recherche, d'échanges et d'histoire.

La première tâche de la Société consiste dans l'édition scientifique des *Œuvres* de Jaurès. Les quatre premiers volumes sont parus en 2000 et 2001.

La Société organise des colloques en collaboration avec d'autres institutions commémoratives et scientifiques, notamment le Centre national et musée Jean-Jaurès de Castres (81) et le musée de l'histoire vivante de Montreuil-sous-Bois (93). Les *Cahiers Jaurès*, revue trimestrielle publiée par la Société d'études jaurésiennes, rendent régulièrement compte de ces recherches.

Siège social : 29, rue Danton – 92240 Malakoff

Président : Gilles Candar.

Vice-présidents : Maurice Agulhon, Jean-Jacques Becker, Rolande Trespé.

Secrétaire : Philippe Oulmont. Trésorière : Irène Lafaye.

L'édition des *Œuvres de Jean Jaurès*

L'édition des 18 tomes des œuvres de Jean Jaurès est préparée par la Société d'études jaurésiennes, sous la direction de Madeleine Reberieux (†) et Gilles Candar. Les titres en italique sont ceux des volumes parus et qui ont été indiqués dans la bibliographie :

1. Les Années de Jeunesse (1859-1889), à paraître en 2008
2. Le Passage au socialisme (1889-1892), à paraître en 2009
3. *Philosopher à trente ans (paru)*
4. et 5. Les Dimensions du militant : réalisme et messianisme (1893-1897), à paraître en 2008 et 2010
6. et 7. *Les Temps de l'affaire Dreyfus (1897-1899) (parus)*
8. Défense républicaine et participation ministérielle (1899-1902)
9. Bloc des gauches et parti socialiste français (1902-1904)
10. Vers l'unité socialiste (1904-1905)
11. Voici le XX^e siècle ! (1904-1905)
12. Penser dans la mêlée politique (1907-1910)
13. *L'Armée nouvelle, les questions militaires et la nation*
14. et 15. Le Rayonnement et la lutte contre la guerre (1910-1914)
16. *Critique littéraire et critique d'art (paru)*
17. Le Pluralisme culturel
18. Tables et bibliographie

Les Cahiers de Village de Forez

n° 49, août 2008

Collection "Histoire et citoyenneté"

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Thérèse Eyraud, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Jean Guillot, Thierry Jacob, Joël Jallon, Marie Grange, Muriel Jacquemont, Claude Latta, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 3^e trimestre 2008

ISSN : 0241-6786

Impression : Gravo-clés, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.